

le monde
libertaire

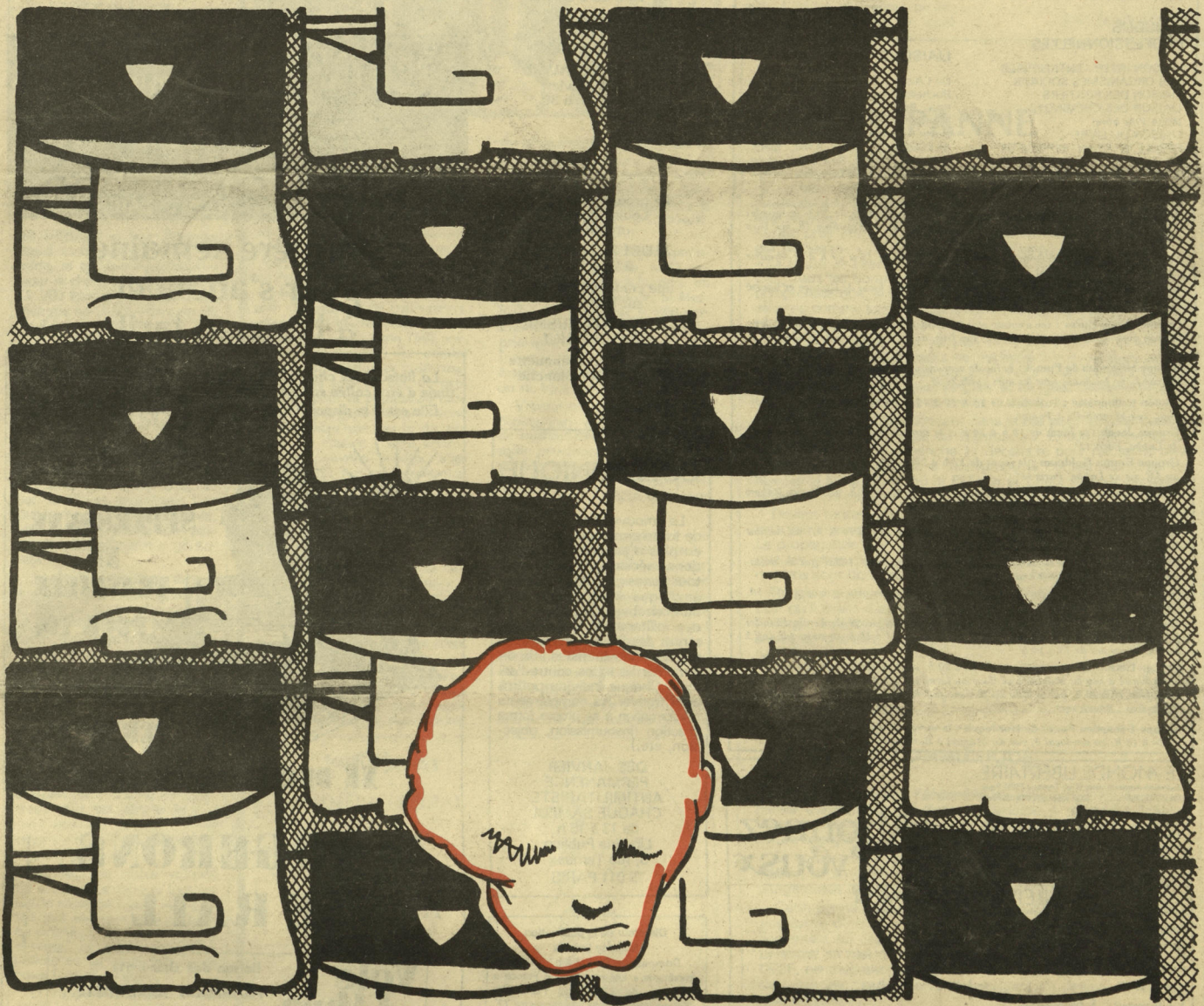
rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 294 JEUDI 28 DÉCEMBRE 1978 4 F

hebdomadaire

1979



Fp 2520

Liste des groupes de la F.A. et permanences

PROVINCE

ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : ANTIBES
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
DOUBS : BESANCON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-
RON
GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
ILLE ET VILAINE : RENNES
INDRE ET LOIRE : TOURS
ISERE : GRENOBLE
LOIRE ATLANTIQUE : NANTES
LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
LOT ET GARONNE : FUMEL - AGEN
MAINE ET LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LO
MORBIHAN : LORIENT
NIEVRE : NEVERS
NORD : VALENCIENNES
ORNE : LA FERTE MACÉ-FLERS
PYRENEES ATLANTIQUES : BA-
YONNE - BIARRITZ
RHONE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
ANNEMASSE
SEINE MARITIME : ROUEN - LE
HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN ET GARONNE ET AVEYRON :
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : REGION TOULONNAISE
YONNE : FEDERATION DEPARTE-
MENTALE
HTE VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER - ENTREPRISES
DES ORGANISMES SOCIAUX
LIAISON DES POSTIERS
LIAISON DES CHEMINOTS
(édité *Voie libre*)
LIAISON DU LIVRE
CERCLE INTER-ENTREPRISE DE
CALBERSON (Paris 18^e)
CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
arrondissements suivants : 2^e, 5^e,
10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e,
20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
- GROUPE ESTUDIANTIN DE
FRESNES-ANTONY
- MASSY PALAISEAU
- MASSY
- ORSAY BURES
- SAVIGNY SUR ORGE
- CORBEIL ESSONES
- BRUNOY ET LIAISON SEINE ET
MARNE
- DRAVEIL

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,
CHELLES
- MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE-RUEIL
- VERNEUIL-LES MUREAUX
- ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON
BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE
ST OUEN
- ASNIERES
- COURBEVOIE, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY
- ARGENTEUIL

* * *

LIAISONS

De l'Aisne, Florac, La
Rochelle, Vierzon, Bégard, Concar-
neau, Brest, Centre-Bretagne,
Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-
Sever, Vendôme, Montoire, Blois,
St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz,
Clermont Ferrand, Strasbourg, Nord
Seine et Marne, Poitiers, Bourgoin.

Groupe Maurice Fayolle de Tours : tous les lundis à partir de 20 h et tous les
mercredis de 15 à 17 h, dans les locaux du P'tit rouge de Touraine 10, rue Jean
Macé à Tours.

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie
La tête en bas - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et liberté
72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrième vendredi de chaque mois, à la
Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chap-
lin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque,
17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Ros-
tand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51 rue
de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h, et le samedi de 16 h à 18 h,
au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert
Planquette, Paris 18^e.

Groupe Proudhon de Besançon : tous les samedis de 15 h à 17 h, 97 rue Battant
à Besançon.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaus-
sée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrième mercredis de chaque mois, à 20 h 30.
Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
Sociales, 16, rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15
à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h, café Le Métropole, avenue de la
République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les
mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris
15^e (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi
de 14 à 18 h, en son local 7, rue du Muguet à Bordeaux.

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tel. 805.34.08
CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF		Sous pli fermé		Etranger	
France	3 mois	35 F	55 F	40 F	80 F
	6 mois	65 F	110 F	80 F	150 F
	12 mois	125 F	210 F		

* Tarif Etranger : RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

Le groupe libertaire
de Marseille
organise

JEUDI 18 JANVIER
à 20 h 30

salle de la Libre-Pensée
11, rue St-Vincent de Paul
à Marseille
un débat sur le thème
LES ANARCHISTES ET LE
PROBLÈME SOCIAL.

Le groupe libertaire
Sacco-Vanzetti
projettera

VENDREDI 5 JANVIER
à 20 h 30

au centre culturel de Chelles
le film

ALERTEZ LES BÉBÉS
de Carré

Ce film sera suivi d'un débat
animé par J.-M. Raynaud
co-auteur du livre
« L'éducation libertaire »
Ed. Spartacus
Entrée gratuite

Permanences du groupe
Louise Michel
10, rue Robert Planquette
Paris 18^e - M^o Blanche

FEMMES
les vendredis 5 et 26 janvier
de 18 h 30 à 20 h

JURIDIQUE
mardi 23 janvier
de 18 h 30 à 20 h

CHÔMAGE, TRAVAIL
samedi 6 janvier
de 16 h à 17 h 30

Le groupe libertaire
Louise Michel
organise

JEUDI 25 JANVIER
à 20 h 30

une conférence-débat
sur le thème

L'ANTIMILITARISME
AUJOURD'HUI

10, rue Robert Planquette
Paris 18^e - M^o Blanche

COMMUNIQUÉ

Le mouvement de refus
de toute armée prend de plus
en plus d'ampleur. Il s'avère
donc nécessaire de fournir
tous renseignements propres
à chaque lutte, individuelle
ou collective. C'est pourquoi
des militants de la FA assu-
reront dès janvier des perma-
nences antimilitaristes afin de
renforcer les luttes contre l'ar-
mée. Chaque individu pourra
ainsi trouver les compléments
d'information à sa propre forme
d'action (insoumission, objec-
tion, etc.).

DÈS JANVIER
PERMANENCE
ANTIMILITARISTE
CHAQUE SAMEDI
de 13 à 15 h
Librairie Publico
3, rue Ternaux
75 011 PARIS

Directeur de la publication

Maurice Laisant

Commission Paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 77
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

SOUTENEZ LE MONDE LIBERTAIRE ABONNEZ VOUS

Jusqu'à la fin décembre
vous pouvez vous abonner
à l'ancien tarif

ANCIEN TARIF

Normal
3 mois/35 F
6 mois/65 F
12 mois/125 F

Sous pli
55 F
110 F
210 F

NOUVEAU TARIF (à compter du 1/1/79)

Normal
50 F
95 F
180 F

Sous pli
78 F
150 F
280 F

* * *

Etranger

3 mois/40 F
6 mois/80 F
12 mois/150 F

Diffusion

3 mois/5 ex. 95 F
3 mois/10 ex. 170 F
6 mois/5 ex. 180 F
6 mois/10 ex. 300 F
12 mois/5 ex. 300 F
12 mois/10 ex. 550 F

Etranger

55 F
110 F
210 F

Diffusion

3 mois/5 ex. 125 F
3 mois/10 ex. 225 F
6 mois/5 ex. 240 F
6 mois/10 ex. 400 F
12 mois/5 ex. 400 F
12 mois/10 ex. 700 F

Pour les envois par avion, nous écrire!

ABONNEMENT DE SOUTIEN (1 an en envoi normal)

250 F

Les abonnements se prennent à
PUBLICO - CCP 11 289 15 M PARIS
3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

Dernière semaine pour s'abonner à l'ancien tarif

La liaison des cheminots a fait paraître une affiche destinée à être collée sur les gares, bureaux et dépôts SNCF. Elle est à la disposition des groupes et individuels à Publico.



CHEMINOT
SI PERSONNE
NE
TRAVAILLE
POUR TOI
QUE
PERSONNE
NE DECIDE
POUR TOI !

AUTOGERONS LE RAIL

Voie
Libre

Liaison des cheminots
FEDERATION ANARCHISTE
3, rue Ternaux 75011 PARIS

Breizh écho

QUIMPER — 2 000 agriculteurs ont manifesté dans les rues pour soutenir 4 des leurs, inculpés de vol aux Ets. Rannou. Les cultivateurs ont prouvé que l'Etat comptait 5 policiers pour 1 agriculteur, et qu'il savait inculper : 2 des 4 sont connus comme étant très hostiles au projet de la centrale nucléaire de Plogoff.

PLOUARET — 16^e arrêt surprise du train Brest-Rennes a eu lieu le 12 décembre. Chaque jour des manifestants sont en gare pour exiger le retour à l'arrêt de tous les trains dans cette gare vitale pour tout l'arrondissement de Lannion.

GUINGAMP — 200 lycéens ont défilé le 13 décembre contre l'extension du camp du Larzac.

- Procès de Jean-Pierre Bacheureau qui, après 26 mois d'Algérie, a refusé son livret militaire en demandant le statut d'objecteur. 60 personnes assistent à ce procès pour délit d'opinion. M^o Chouquet, défenseur, dira que la législation ne laisse qu'un mois aux citoyens pour se déclarer objecteur et tout le temps pour se déclarer guerrier. J.-P. Bacheureau se déclare solidaire des paysans du Larzac.

ENSEIGNEMENT — 20 postes de PEGC seront supprimés dans les Côtes-du-Nord en septembre 79. La sacro-sainte FEN va-t-elle s'en émuovoir ?

S.N.C.F. — Après Plouaret, on apprend que Hennebont, Questembert, Messac, Rosperden, Quimperlé sont frappées par les suppressions d'arrêts SNCF définitivement.

ST-BRIEUC — Les Côtes-du-Nord sont, après l'Ille et Vilaine, le second département pour le chômage en Bretagne. Or 260 licenciements sont envisagés au Joint Français de St-Brieuc et Bezons.

AMÉLAR 22 140

ON CRÈVE EN PRISON

Un prisonnier de la Maison d'Arrêt de Nîmes, Louis Aymé, est mort au Centre Hospitalier de Nîmes, avant qu'on puisse l'opérer. Officiellement, les causes du décès sont parfaitement naturelles : péritonite aiguë...

Louis Aymé menait depuis quelques jours une grève de la faim et aurait absorbé un objet métallique. Naturellement, les responsables de la prison de Nîmes ne sont pas bavards. Il est vrai que la Maison d'Arrêt de Nîmes a déjà un triste passé : 2 suicides ces temps-ci, dont celui d'un jeune de 18 ans.

Et devinez qui est chargé de l'instruction de l'affaire ? Un certain juge Schrub, qui actuellement maintient arbitrairement en détention des gars accusés du hold-up de la poste en 1974, et cela sans aucune preuve.

Au-delà de notre volonté de lutter pour faire la lumière sur la mort de Louis Aymé et sur ces morts « naturelles » en prison, c'est tout l'univers carcéral et les manœuvres judiciaires et policières qu'il nous faut dénoncer.

Et rappelons-nous : « Les révolutions commencent par le renversement des bastilles ».

Pierre RAMOS
(Gr. du Gard)

Le bilan d'une lutte pour la vie LE PELLERIN NUCLÉAIRE (suite)

Le monde libertaire du 2 février 1978 faisait le bilan de la lutte contre le projet de centrale nucléaire du Pellerin. Depuis, cette lutte n'a pas cessé. L'EDF a abandonné ses tentatives d'installations sur le secteur du Pellerin puisque régulièrement le matériel se retrouvait dans le canal ou à la décharge publique. Les paysans sont restés maîtres du terrain.

Aussitôt les maires et conseils municipaux de Cheix et du Pellerin démissionnent. Chaque comité tente de faire démissionner les autres conseils, en particulier ceux de gauche, mais chacun tient à son fromage, donc pas de démission de solidarité. On retourne les voir pour leur demander d'organiser un référendum dans le secteur nantais. Ils n'y tiennent pas, n'étant pas

indicateurs de la région, à été promptement enlevé par la police. Le 9, distribution massive de tracts sur la voie publique. Parallèlement, les Bretons se mobilisent contre le projet de centrale de Plogoff. Les municipalités décident le jumelage de Plogoff et du Pellerin.

A l'appel des comités, 10 000 personnes se rendront, malgré un froid vif, sur le site du Pellerin, le dimanche 17 décembre. Les paysans abattent des cochons et vendent leurs produits (viande, vin, pommes, lait). Après une visite aux stands d'information, on grille des saucisses, on visite les hameaux qui sont appelés à disparaître, on parle avec les paysans du lieu et ceux-ci labourent et ensemencent un grand champ où est prévue l'installation des réacteurs. Deux cars de paysans et pêcheurs de Plogoff sont venus exprimer leur propre inquiétude.

Cette manifestation démontre qu'on ne construit pas en plein désert, qu'une vie existe sur le site et qu'il faut la protéger.

Mardi 19 décembre, c'est l'opération « villes mortes » à Cheix et au Pellerin. Tous les magasins, les CES et les écoles sont fermées. Les 3 entreprises sont grévistes et les ateliers restent fermés. L'église elle-même ne recevra pas les fidèles, le curé

l'ayant annoncé en chaire le dimanche précédent. Dans chaque maison, les volets restent clos. Le mouvement a été suivi par la totalité de la population des deux communes. Tandis qu'à Nantes un lycée se met en grève pour soutenir cette action et distribue des tracts sur la route de Poitiers.

Le lundi 18 décembre, la réunion du conseil municipal de Nantes (de gauche) est chahutée par les écolos qui demandent aux élus une action plus nette contre le projet.

Ces actes pacifiques n'en empêchent pas d'autres, plus musclés, quand l'occasion se présente. L'EDF n'a-t-elle pas eu la drôle d'idée de déposer des isolateurs au pied de pylônes haute tension (dans le but, paraît-il, de renforcer ces lignes entre les centrales du Pellerin et de Braud-St-Louis) ? Rien d'étonnant de les retrouver cassés à coups de marteau. Une entreprise installe une conduite d'eau entre Nantes et Pornic. A Bouaye, un piquage est prévu pour aller vers la centrale du Pellerin. C'est trop gros ! Le matériel, une vanne de 1,5 tonne a mystérieusement disparu courant décembre.

La fête continue!...

Jean-Jacques BREST

LES ATOMES NOUS VEULENT-ILS DU BIEN?



Craignant que des travaux soient entrepris durant l'été, les militants des comités antinucléaires entreprennent la construction d'une rotonde en bois sur le site. Cet abri permet d'exposer des panneaux d'information sur les nuisances, sur les dangers pour la santé, sur le nucléaire et l'emploi, sur l'emprise au sol de la centrale, sur la suppression des emplois de cultivateurs, viticulteurs et pêcheurs de l'estuaire (ils sont environ 150), etc.

Chaque dimanche, un comité assure l'animation et l'information. Cela fait un but de promenade pour la population nantaise. On organise aussi la zone verte puisque une partie du site avait été classée « zone verte » par les pouvoirs publics, avec campings et forums durant toutes les vacances.

En septembre, chacun intervient auprès des maires pour obtenir une information dans les bulletins municipaux, on récolte des promesses mais les bulletins ne sortent pas vite : à l'heure actuelle, Coueron et St-Herblain ont fait une petite information. Nantes, Rézé, Bouguenais, mairies de gauche n'ont encore rien fait.

Le 17 octobre, on apprend que le conseil d'Etat a donné un avis favorable au projet, mais assorti d'un tas de restrictions.

sûr d'une forte participation au vote de la population, ils redoutent un fiasco qui serait ressenti comme un échec politique. Alors les élus ne font rien, laissant la centrale s'installer tout doucement.

Les comités appellent la population à une marche, le 28 octobre, du Pellerin à Nantes, en passant par Coueron et St-Herblain. Elle rassemble 10 000 personnes qui se couchent sur la principale artère de Nantes. Des forces considérables de police étaient prêtes à intervenir, mais on ne les a pas vues.

Voyant que les « groupuscules écologistes » étaient capables de rassembler une foule de dix mille personnes, les syndicats et partis commencent à s'intéresser au problème. Il vaut mieux prendre le train en marche que rester sur le quai!

La presse nous apprend que Raymond Barre a signé la déclaration d'utilité publique et qu'elle paraîtra au Journal Officiel du 2 décembre. Réplique immédiate : une manif le 6 décembre devant la préfecture à l'appel de certains syndicats et des comités. Les CRS bouclent le quartier et ne nous permettent pas d'aller jusqu'à la préfecture.

Un collage « Le Pellerin zone radioactive » sur tous les poteaux

PANNE

Le mardi 19 décembre, une panne d'EDF privait toute la France d'électricité pendant une journée. Outre que, entre les catastrophes et les crimes, cela faisait de la parlotte pour journaliste moyen, cette coupure de courant a été une excellente occasion pour attirer un peu plus l'attention des gens vers l'énergie nucléaire. « La France manque d'unités de production », « La hausse de l'énergie est trop faible par rapport à la demande », etc., tous les commentaires ont été bon train pour nous faire comprendre que, si notre pays était bien équipé en centrales nucléaires comme le prévoit le programme gouvernemental, nous n'aurions pas tous ces problèmes.

« Vous, les écologistes, on vous aura par le fric et le whisky » déclarait un des promoteurs du nucléaire il y a quelques temps. C'est bien parti pour. Des coupures volontaires de plus en plus fréquentes, de plus en plus longues et les gens descendent dans la rue pour réclamer des centrales nucléaires.

Pour l'instant ils descendent dans la rue pour gueuler contre, comme au Pellerin, près de Nantes, où 10 000 personnes se sont rassemblées le dimanche 17 décembre pour refuser la centrale, où un commando a interrompu le conseil municipal de Nantes le lundi 18, et où le Pellerin et Cheix se sont déclarées villes mortes pendant la journée du 19.

Devant toutes ces offensives, ici comme ailleurs, EDF ne restera pas impassible, la panne du 19 décembre l'a bien montré. La propagande EDF passera par des coupures de courant pour que les gens demandent d'eux-mêmes du nucléaire. Tous les moyens sont bons pour imposer ce que nous refusons.

Rappelons quand même aux débailes du nucléaire qui dirige EDF qu'il existe d'autres moyens de parer le manque d'énergie : l'énergie solaire, éolienne, géothermique, hydraulique, les réserves de charbon, de gaz, etc., simple renseignement, ça coûte pas cher.

Louis
(Gr. Angers)

COMMUNIQUÉ

Mardi 19 décembre, l'ensemble du pays fut paralysé par une panne d'électricité, soi-disant impossible à une telle échelle. Cette panne ne pouvait être que prévisible, étant donnée la politique énergétique du gouvernement.

En ne basant son programme que sur la seule optique du nucléaire, et en défavorisant des énergies plus souples et moins dangereuses, l'EDF porte la responsabilité de cet état de fait.

Cette panne n'a pas été à l'origine d'incidents graves mais la possibilité d'accidents nucléaires reste ouverte et ne met non seulement en cause l'activité sociale et économique, mais représente un réel danger humain et écologique. La politique de l'EDF, centralisatrice et à la solde des intérêts étatiques, ne pourra empêcher ces incidents qui risquent de devenir de plus en plus fréquents.

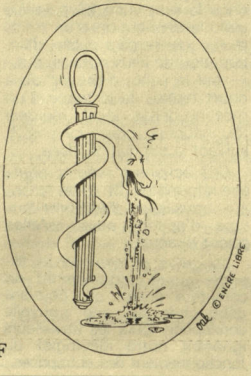
Seule une prise en main d'une énergie décentralisée, par les consommateurs, faite en fonction des ressources et de leurs besoins, pourra régler ce problème.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Jeudi 4 janvier

NUMÉRO SPÉCIAL

DOSSIER
SANTÉ



12 pages

4 F

en bref...en bref...

Antimilitarisme

Jacques Baudron ayant eu son statut d'objecteur refusé pour raisons politiques, a entamé depuis le 7 décembre une grève de la faim à la caserne de EAT à Tours car il a refusé de porter l'uniforme.

Pour avoir renvoyé leurs livrets d'identité militaire en soutien aux paysans du Larzac, Christian Desplats 31 ans, secrétaire de mairie, et Pierre Soria, 29 ans, travailleur social, comparaîtront le vendredi 5 janvier 1979 à 14 h 30 devant le tribunal correctionnel de Draguignan.

Philippe Blin vient de refuser pour la seconde fois de rejoindre son poste à l'ONF, revendiquant la liberté totale d'affectation et l'interdiction faite par la loi de faire toute propagande en faveur de l'objection. Etant donné l'état d'esprit qui règne au sein de l'armée, il faudra sûrement beaucoup de patience à ce nouvel objecteur...

Patrice Bouveret, objecteur-insoumis, a été condamné à un mois de prison avec sursis. Il avait été inculpé de « désertion de l'ONF en temps de paix ».

* * *

Antinucléaire

Contre la construction d'une centrale nucléaire, il a été constitué un GFA à Plogoff. Le siège social en est la mairie de Plogoff.

* * *

Un ami de la France

« Nous admirons beaucoup Mr. Raymond Barre et nous faisons son combat, aussi bien pour la libération des prix que pour le retour à la compétitivité des entreprises ». Cette belle phrase nous vient d'un haut fonctionnaire de la banque nationale de Hongrie!!!...

* * *

Près de nous

« L'objection en vallée d'Aspe » montage diapos, sera présenté le 5 janvier à 20 h au 57, Bd. Heurteloup à Tours, par la section UPF d'Indre-et-Loire.

Après une campagne de boycott contre les jouets guerriers, l'UPF de l'Indre organisera une projection du film « La bombe ». Cette projection sera suivie d'un débat sur le désarmement unilatéral. Elle aura lieu au cours du mois de janvier.

L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL : TOUJOURS DES MOTS!

DEPUIS quelques temps, ou plus exactement depuis quelques morts survenues sur les chantiers, nos législateurs bienveillants (et malheureusement bien portants) pondent à une vitesse exponentielle des lois, circulaires et décrets relatifs à l'hygiène et la sécurité du travail.

Après les plans Barre, c'est le Plan d'Hygiène et de Sécurité (PHS) qui a été créé et dont la mise en application date du 1^{er} janvier 1978. Croire pour autant que toutes les entreprises s'en préoccupent serait un leurre. A titre indicatif, la première loi relative à l'hygiène et la sécurité des travailleurs remonte au 17 décembre 1912 (assujettie aux conditions lamentables des mineurs). Le nombre de lois augmenta péniblement puis se développa allègrement après-guerre pour atteindre la moyenne de procréation de 15 lois, circulaires et décrets compris, par jour! Le document regroupant toute cette paperasse se dénomme « Code du Travail » et sa lecture s'avère très fastidieuse...

La remise en cause d'une loi ou d'une partie de son contenu doit s'effectuer par le « biais » de l'appel en cour de cassation (autrement dit : mieux vaut rester chez soi). Une loi du 6 décembre 1977 prévoit que suivant l'importance du chantier, c'est à dire du chiffre global des dépenses, il soit établi un PHS pour chaque corps de métier. Chaque entreprise devra donc élaborer inconditionnellement tous les plans et notes relatifs à la mise en œuvre du chantier (où, comment poser tel matériel ; par qui, pour quoi, quel est son usage, sa nature, etc.).

Ces mesures comportent apparemment un sens prophylactique. On revient ainsi à une nouvelle éducation d'un bureau d'études spécialisé dans l'optique de l'hygiène et de la sécurité, qui établira la « bonne marche » du chantier. Chaque manœuvre, chaque déplacement sera pesé et édifié en bonne et due forme. Mais, chose curieuse, en remontant le cours du temps de deux décennies, on s'aperçoit qu'existaient sensiblement les mêmes structures préventives. Pourquoi, alors, revient-on aux mêmes schémas ?

Depuis vingt ans pratiquement, le marché économique s'est considérablement développé en France. Mais les méthodes de travail ont suivi l'évolution rapide des chantiers d'une manière inversement proportionnelle. C'est à dire que le rendement s'accroît au détriment des mesures de sécurité que les maîtres d'œuvre ont tendance à ignorer. Le but recherché est alors l'augmentation toujours plus poussée des cadences de travail, donc de la recherche croissante de bénéfices, aux dépens de la sécurité des travailleurs, et pour cause : un billet de banque étant supérieur à la valeur d'un humain.

A la vue de cette montagne législative, à propos de l'hygiène et la sécurité du travail, on peut croire que pour une fois les législateurs se sont frottés le doigt dans l'œil, à moins que ce ne soit les lois qui aient été mal copiées, puisque amélioration et meilleure considération de la sécurité des travailleurs et travailleuses ont été prises en compte. Or, après lecture et examen de cette législation, il s'en dégage beaucoup d'incompréhension, involontaire d'ailleurs, de la part du lecteur : les lois étant réservées à ceux qui modèlent. De plus, toutes les mesures découlant du code du travail s'avèrent pleines de bavures et de charges financières à supporter aux entreprises ne faisant que freiner leur chiffre d'affaire.

En menant ainsi une politique financière similaire à celle des hommes d'affaires, il est ainsi aisé de comprendre l'inexistence primaire des mesures de sécurité. Ces dernières ne sont même pas latentes mais fictives.

Un problème à caractère ambigu se pose puisque dorénavant, d'après la loi, toute personne sera responsable de par

sa faute professionnelle. Apparemment, trouver un bouc émissaire s'avérera difficile, puisque des ingénieurs ou architectes seront assujettis à goûter aux charmes et délices des prisons de notre « douce France ». Pour parer à ces inconvénients se développent, à l'instar des sociétés d'intérim, des sociétés se spécialisant dans l'hygiène et la sécurité du travail, louant ainsi de bons hommes experts en la matière aux entreprises qui en feront la demande.

Seulement, en inspectant de plus près la pénalisation en cas de défaut du PHS, il en ressort que les amendes déléguées sont inférieures au prix que demandera la société pour délivrer un expert à l'entreprise. L'avantage pour cette dernière sera d'ignorer l'existence du PHS ; si l'inspecteur du travail s'aperçoit de ce défaut, elle paiera mais sera gagnante sur la différence, évidemment tant que ne surviendront pas d'accidents sur le chantier.

Les entreprises habituées à diriger des chantiers sur lesquels aucun inconvénient majeur ne se présente, auront quel intérêt à passer au travers des mailles de la loi.

Aussi la riposte qui s'impose de prime abord aux travailleurs, sera de refuser de travailler dans des conditions ne respectant pas leur sécurité. De tous temps l'ouvrier a été assimilé à une bête de somme. Il est temps que cela cesse. De plus, les travailleurs auront quelques intérêts à divulguer dans leur entourage comme dans la presse régionale ou nationale (on peut rêver) toutes sortes d'accidents graves survenus ainsi que toutes négligences des mesures de sécurité.

Les formes d'action peuvent prendre divers aspects. L'impact dépendra de la propagande menée. A chaque travailleur d'organiser sa lutte. A lui de décider si telle ou telle action trouvera sa voie en fonction du contexte tant économique, politique que géographique. C'est à dire que suivant les régions, la lutte fera plus ou moins tâche d'huile sur la population. Les méthodes peuvent être : — un refus collectif de travailler, se manifestant évidemment dans l'entreprise, mais aussi dans la rue, voire en parallèle avec la distribution d'un tract, d'un enchaînement public, d'occupation de lieux publics, etc. — par la suite, à moyen ou à court terme, de la tenue d'un meeting-débat, local, régional (ou national, pourquoi pas ?) suivant la population visée.

Ces actions s'avèrent peut-être réformistes. De toute façon, aux travailleurs d'élaborer leur type d'action, mais qu'elles soient directes.

La grève généralisée et illimitée aurait certainement un caractère positif car pouvant déboucher sur une nouvelle conception (pour les travailleurs ignorant notre idéologie) du fonctionnement des entreprises :

l'autogestion, au sens propre du mot.

« Plus de rendement, moins de sécurité, davantage de bénéfices ». Ainsi pensent nos maîtres, ainsi devons chaque jour

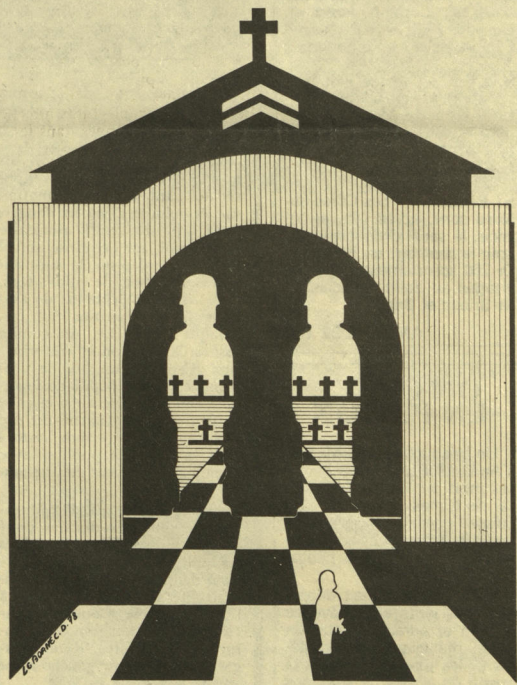
les combattre de plus en plus avant qu'ils n'atteignent le paroxysme de l'inhumanité. Traînons-les de suite aux géonies.

Christian MICHEL
(Gr. Sacco-Vanzetti)

Encouragements chaleureux
d'Yvon Bourges« l'entreprise antimilitariste
n'a pas disparu du pays »

BOURGES, devant les sénateurs, réaffirme la nécessité de la répression envers les insoumis et les déserteurs : « Aucun responsable de la vie nationale ne saurait couvrir ces insubordinations et le devoir des pouvoirs publics est de les sanctionner sans indulgence ».

Il ne faut pas outre mesure s'étonner de ces propos. Le fait important est la rupture du silence établi autour des mouvements antimilitaristes. Le pouvoir, civil et militaire, se faisait une obligation de ne pas informer et par là même de nier l'existence de l'importance croissante de l'antimilitarisme. Bourges, lors de la discussion du budget de la défense, à l'assemblée comme au sénat, a fait plus qu'une simple allusion à l'antimilitarisme : « L'entreprise antimilitariste, pour isolée qu'elle soit dans le pays, n'a pas disparu... en insistant sur l'inexistence de motivations... « Aucune raison valable ne peut être invoquée par ceux qui entendent enfreindre leur devoir national... l'insoumission et la désertion ne sont pas des délits d'opinion, elles sont un refus délibéré de se soumettre à une stricte obligation civique... et en confirmant l'omnipotence des lois de l'Etat... elles (l'insoumission et la désertion) constituent un inadmissible manquement aux lois républicaines... elles ne sont pas des délits d'opinion mais une grave atteinte aux devoirs essentiels des Français vis-à-vis de la patrie et un manquement inadmissible aux lois de la République... »



Bien entendu, tout cela n'a aucune importance. « Lois républicaines », « patrie », « obligation civique » ne sont que des épouvantails garants du champ où ils sont installés. Ce qui est plus important, c'est la prise de position déterminée du gouvernement sur le cancer-armée : « Le gouvernement demeure, comme la plupart des Français, fermement attaché à la formule du service militaire obligatoire ». Loïn de chercher un compromis, il montre sa volonté inébranlable de lutte contre l'antimilitarisme.

L'armée doit être le sanctuaire inviolable des dernières espérances de la classe dominante. Déjà en 68 elle avait menacé le mouvement ; la répression aveugle et la manipulation de l'information lors de l'affaire des comités de soldats, l'agressivité des flics lors des manifs antimilitaristes de 74, les TPFA, tout cela indique la détermination du gouvernement d'empêcher toute atteinte, de quelque ordre qu'elle soit, envers l'armée.

Non seulement l'insoumission, la désertion sont des délits d'opinion, mais il convient d'ajuster nos coups, de leur donner plus d'importance, de virulence et de force contre l'armée qui reste plus que jamais la faiblesse principale de l'Etat.

Nous devons répéter inlassablement que jamais nous n'avons eu de « devoirs essentiels vis-à-vis de la patrie » et montrer notre volonté d'abattre ces « lois républicaines » faites sur mesure pour l'exploitation capitaliste.

Diogène
(Gr. Verneuil-Les Mureaux)

Alternative

Des lieux de vie

C'est avec sympathie, l'esprit et le cœur conquis à l'avance qu'une ou un anarchiste se rend à une conférence de presse dont l'objectif est de proposer quelque chose à l'encontre de l'institution.

« SOS Enfants » convoquait le 14 décembre une réunion de presse pour présenter le livre non encore sorti : *La peste gagne le grand psy*.

A 17 h était le rendez-vous, à 17 h j'y étais... la conférence avait commencé une demi-heure plus tôt que prévu. Cela met déjà quelque peu mal à l'aise.

Les avant-gardistes des « lieux de vie » nous conseillent de ne pas nous prendre au sérieux! Eux, cependant, avec une auto-satisfaction non dissimulée, se prennent un peu trop au sérieux. Malheur à l'interlocuteur qui ose poser une question pour la simple information : il se fait rembarrer dare-dare.

Ce négatif étant réglé, le positif semble très réconfortant. Au hasard des rencontres se sont constitués des « lieux de vie » : des enfants, des adolescents en détresse y échappent au système, celui des Instituts Médico-Pédagogiques (les IMP). Des communautaires de par la France les accueillent, dans le Midi essentiellement. Dans la région parisienne, les succès ne sont pas évidents. A Jouy, faute de gros sous, on ne sait que faire des cinq ou six gosses « en instance ».



Les jeunes en détresse sont tous ceux qui légalement devraient relever de l'institution psychiatrique. Heureux enfants, heureux adolescents qui échouent dans une communauté de « lieux de vie » près de Grenoble ou ailleurs. Le but visé, les résultats obtenus ne peuvent qu'enthousiasmer des anarchistes. Cependant la vie communautaire n'est pas, semble-t-il, la seule alternative libertaire. De même, il est assez désagréable d'entendre les porte-paroles de ces lieux de vie dénigrer les salariés et en même temps leur demander le fric nécessaire pour renflouer les finances. Que les enfants et adolescents inadaptes soient la raison d'être des lieux de vie, on ne peut qu'acquiescer ; mais qu'il faille passer par Roger Gicquel pour la propagande fait chiller les purs et durs dont je suis! Compter sur la gentillesse des habitants du village pour le ravitaillement, outre l'élevage des cochons et des chèvres, ça rappelle légèrement des comportements religieux. Du reste, le mot « amour » revient trop souvent à mon goût!

Cependant les pages encore volantes de l'ouvrage sous presse : *La peste gagne le grand psy* sont remarquables ; remarquables aussi l'initiative, la ténacité, la générosité des animateurs des « lieux de vie ».

Ils ont, eux, une alternative ; mais coincés dans le système, ils baisent parfois et c'est dommage.

Marie-Madeleine HERMET

LARZAC : MISE AU POINT

DURANT la marche des paysans sur Paris, nous sommes montés sur le plateau, désirant connaître le sentiment des paysans vis à vis de leur action et de la tactique adoptée. Nous avons rencontré la famille Jonquet qui a accepté de répondre à nos questions.



Photo : J.C.C.

Les Jonquet, s'ils ne sont pas les plus actifs, ne sont certes pas les moins déterminés. Ils habitent le hameau de la Blaquièrre situé dans la zone la plus touchée par l'extension du camp. Pour eux, après huit ans de lutte, rien ne peut plus être comme avant par rapport au pouvoir militaire et politique. Ils ont connu le camp du Larzac camp de concentration durant la guerre d'Algérie, puis champ de manœuvres dans les années 60 pour l'armée britannique. En effet, alors qu'au « Journal télévisé » les Jonquet appréciaient l'efficacité des soldats anglais à Belfast, ils sursautaient aux bruits des chars de 70 tonnes dans les rues de La Blaquièrre et du fusil mitrailleur installé sur leur terrasse.

Dès 1971, les Jonquet sont directement touchés par l'armée. Le pouvoir politique, pour satisfaire une armée et des spéculateurs style de la Malène, sans consultation, est prêt à tout pour les exproprier.

Déjà en 1902 la création du camp jette dehors deux paysans en fermage, l'armée loue 2 000 hectares de communaux, remettant en cause la vocation agricole de La Cavalerie. En compensation, 29 bistrotiers saisonniers fleurissent dans ce village pour abreuver les soudards en manœuvre.

En 1971, Debré, au nom du gouvernement, comme en 1978 le préfet de l'Aveyron, propose des solutions audacieuses pour « maintenir » l'élevage ovin : les brebis auront le droit de brouter l'herbe kakie le week-end et les jours fériés et de jeûner le reste du temps. Nos dirigeants sont-ils des imbéciles ou se foutent-ils de la gueule des paysans ? Et toujours pas d'adduction d'eau sur le Causse. Il faudrait être aveugle pour ne pas être touché par les premiers symptômes de l'antimilitarisme et ne pas perdre confiance en un pouvoir politique aussi irresponsable. Et les Jonquet ne le sont pas!

A la suite de l'entretien avec les Jonquet, nous avons acquis la certitude de la détermination des paysans. Pour eux, aujourd'hui, rien n'est changé, il faut

garder le Larzac, c'est-à-dire populariser la lutte, répondre coup par coup au pouvoir sans être jamais sûr du résultat tactique. C'est pourquoi les paysans sont irrécupérables. Ils ne sont d'aucun parti, pas plus libertaire qu'anarchiste, ils sont un groupe d'individus solidaires

qui luttent pour leur existence sur le Causse du Larzac. De ce fait nous pouvons être que solidaires de la lutte du Larzac sans titre (et terre) nos convictions antimilitaristes et antiétatiques.

Liaison Florac

L'école et les enfants

« AVANCEZ, arrêtez, avancez, arrêtez, deux par deux! Allons, faites-moi un rang correct. Regardez-moi ça, on dirait un troupeau. Rangez-vous deux par deux! Plus vite ». Le ton monte, etc., etc. Une baffes en passant pour rappeler à l'irréductible qu'il doit se plier. Non ce n'est pas l'armée mais bien l'école en 1978-79, où on envoie tous ces jeunes pour les éduquer, les préparer à l'avenir. « Plus tard, tu verras... »

« Tais-toi, tais-toi, ne fais pas ce qu'il ne faut pas faire, ne bouge pas, assieds-toi et tiens juste ta place et pas plus. Tu m'ennuies, tu troubles ma tranquillité ». Voilà ce qu'il ou elle entend quotidiennement ce petit ou cette petite qu'il faut dresser.

Voilà, on est rentré en classe, il est 8 h 30 et ça recommence. Ils et elles sont enfermés à une trentaine environ dans un espace totalement réduit, tellement peu imaginaire qu'ils et elles s'endorment. Et pourtant ces enfants veulent bouger, assoiffés de vie, de nouveau. Ils n'en veulent pas de cette routine, de ces adultes tellement peu divertissants, eux-mêmes coincés (l'Inspection veille sur les « enseignants ». Attention!).

Dans les écoles d'ailleurs où « vivent » chaque jour ces en-

fants, on n'entend jamais parler des gosses, de leur vie, de leur envie de faire, de créer, de partir, de leur bougeotte, de leur révolte qui jaillit à chaque instant quand elle n'est pas canalisée. Les adultes qui pensent pour eux préfèrent parler de la technique pédagogique la mieux adaptée pour arriver à des résultats scolaires et pour remplir ce carnet scolaire où est mentionnée la lenteur d'un tel, l'agressivité d'une telle, le bavardage ou la bêtise. Il y a des enfants bêtes, bêtes, bouchés à jamais. Ceux-là, ils ont quelque chose. C'est bien embêtant pour les parents qui sont désolés mais qu'est-ce que vous voulez... c'est comme ça. Il y a aussi les réticents. Ceux-là, ils ne sont pas tellement bêtes, s'ils voulaient ils pourraient mieux faire mais ils sont caractérisés. Ceux-là, il vaut mieux pour eux et pour le reste de la classe les orienter ailleurs. Il faut les écarter. Ils ne sont pas dans la norme. Ils sont violents ou taciturnes mais ils refusent tout. Ils ne sont pas comme les autres. Ils seront mieux dans des lieux où ils pourront manipuler. A l'école, on ne veut pas de ceux qui iront en taule plus tard. A l'école, on forme ceux qui travailleront plus tard.

En voilà un qui à la maternelle jouait avec une poubelle où on range le matériel du sable. Il se faisait une maison avec la poubelle! Quelle idée bête, quel affreux! Il n'y a qu'à l'enfermer dans la poubelle toute la demi-heure de récréation. Il faut le punir. Qu'il retienne que la poubelle est faite pour ranger le matériel, pas pour jouer. Il faut préciser que celui-là est un caractère. On ne sait pas ce qu'on en fera plus tard. Oh, il n'apprendra même pas à lire. Les dessins sont tellement sales. Et les parents... enfin bref.

Que les filles et les garçons apprennent aussi qu'ils ne doivent pas se ranger ensemble dans certaines écoles...

Et surtout qu'ils se taisent tous ces enfants, qu'ils arrêtent de nous gêner, nous les adultes qui nous occupons d'eux.

Qu'ils sont insolents ces petits qui vous flanquent de ces vérités à la figure, à l'heure actuelle!

Il faut raffermir la discipline, ça ne fait pas de mal. Telles sont les circulaires de certaines inspections. Une discipline, non, pas une discipline comme autrefois, il y a une marge, mais il faut de la discipline. Il est vrai qu'ils remuent tellement...

« Allez, remettez-moi tout ça au travail! »

« Moi, je voterais pour lancer des pavés sur les écoles et que ça saute » disait un jour C., un grand. « Moi, si je trouvais celui qui a fait l'école, disait Y., il passerait un sale quart d'heure ».

Et ces petits qui s'ennuient, qui se battent dans la cour comme des chiffonniers, qui détruisent leurs dessins, qui ont des fourmis dans les pieds. Qu'est-ce qu'on s'amuse à l'école!

Ils et elles auraient tout à dire, tout à faire, ils n'en auraient jamais assez, mais pas ici à l'école ; ailleurs dans d'autres lieux où ils pourraient souffrir.

L'école est bien anachronique. Par sa conformité, par son architecture cage à lapins, par son obligation, par sa routine, par sa répétition, elle forme des gens parfaitement irresponsables. Je suis anarchiste et je refuse ce lieu qu'est l'école. J'estime que les enfants ne méritent pas d'être conduits à la baguette et d'être enfermés comme des fauves.

Eliane
(Gr. Victorine B.)

L'ÉCOLE
LIEU D'ÉPANOUISSEMENT ?

JE suis instituteur, titulaire-mobile, je remplace donc les instits malades. Déjà que j'ai eu beaucoup de mal à le devenir (trois ans d'école normale au lieu de deux, les contestataires, on n'aime pas tellement en ces lieux), mais maintenant ça devient impossible! Dans l'Éducation Nationale, t'as signé, c'est pour en chier!

En début d'année scolaire, je rencontre l'inspecteur départemental (c'est notre chef à nous), un homme de « gôche » comme bien du monde chez les enseignants, il m'interroge sur ma pédagogie (si ça l'amuse!), on se trouve être en désaccord sur un détail, il trouve cela scandaleux, me demande si je ne suis pas malade (il voulait peut-être m'inscrire pour le goulag), me balance mes préparations à la figure quand je tendais poliment la main et part en me menaçant : « Ne créez jamais de rapports de force ou vous serez toujours vaincus! » (sic).

Quelques jours plus tard, je change d'école, j'apprends ma nomination le matin même, le temps que je cherche l'école, que je bouffe un morceau (et oui, j'ai là une sale habitude, je mange le midi), j'arrive avec vingt minutes de retard (c'était la première fois de l'année!) Une directrice (un autre chef à nous) commence à m'engueuler et dans la minute qui suit elle téléphone à l'inspecteur, il est absent, j'ai sa secrétaire au bout du fil :

— C'est intolérable, où étiez-vous entre 11 h et 14 h et avec qui ?
— C'est la police ? Et puis merde! je bosse à 70 km de chez moi, et faut bien que je mange le midi...

— Moi, je mange en cinq minutes depuis des années!
— Et bien, ça vous réussit pas!

— Bon, si vous récidivez, nous vous retiendrons des journées de salaire et de toute façon, les directeurs des écoles où vous passerez seront mis au courant. A chacun de vos déplacements, ils devront me communiquer votre heure exacte d'arrivée!

— S'il vous plaît, je dois aussi porter une étoile jaune sur mon parka ?

Je rentre enfin dans ma nouvelle classe, elle contient un bon nombre de petits immigrés. Pour tenter de les intéresser le plus possible, j'écris au tableau le récit d'une petite Algérienne racontant son arrivée en France : rien de bien méchant, sinon quelques vérités bien placées! J'apprendrai une bonne semaine plus tard qu'une collègue s'est discrètement introduite dans la classe afin de lire ce texte et comme de bien entendu ne l'a guère apprécié.

Grâce à certains bruits de chiot, tout le monde fut à nouveau mis au courant : « Celui-là, avec ses cheveux longs, donne des textes gauchistes à ses gamins, pour compenser je vais apprendre des cantiques aux miens! » (sic).

Je pourrais encore vous en raconter bien d'autres mais ça présente si peu d'intérêt! Et tout ce que les enfants peuvent subir : les petits pauvres rejetés, bafoués en fond de classe, les petits immigrés écrasés par le racisme de beaucoup d'enseignants (dans cette école de Ham - Somme - on n'apprécie pas du tout les Turcs!), et des instituteurs qui envoient chier des parents trop peu instruits mais à plat ventre par contre devant une femme d'ingénieur, comme ils sont à plat ventre devant les inspecteurs!

La société libérale avancée, c'est aussi le fascisme, à tous les instants avec ses dénonciations, ses tromperies, son racisme, sa répression...

Ce soir, je voudrais hurler : « A bas la hiérarchie et les cons! »

J. MICHEL (Gr. Amiens)

UN SERVICE
REGULIER
ET PRATIQUE

L'ABONNEMENT

De l'enseignement de l'environnement en grandes écoles

Les 23 et 24 novembre s'est tenu à Sophia-Antipolis dans les Alpes-Maritimes, un colloque sur le thème Environnement-Grandes Ecoles. Organisé à l'initiative de la Conférence des Grandes Ecoles et placé sous le patronage de Jean-Claude Colli, délégué à la Qualité de la Vie, cette réunion avait pour objectif de permettre à des enseignants, des chercheurs, des ingénieurs, de se rencontrer en vue d'étudier les moyens d'intégrer l'enseignement de l'environnement dans les Grandes Ecoles. Ecologie, écotoxicologie, pollution, dépollution, non pollution, gestion de l'environnement, enseignements spécifiques, imprégner, former les formateurs, tels étaient les thèmes abordés dans les divers groupes de travail.

Quel contenu donner à un enseignement de l'environnement et sous quelle forme le dispenser ? Former des spécialistes ou des généralistes ? Autant de questions auxquelles ont essayé de répondre les divers participants, questions qui en ont rapidement amené d'autres. Quelle formation donner aux ingénieurs, mais auparavant quelle formation donner aux formateurs et qui seront les formateurs de formateurs ? Au travers des diverses interventions quelques idées forces se sont

dégagées :

- pluridisciplinarité de l'enseignement de l'environnement
- nécessité d'une approche de l'environnement au travers de tous les enseignements et non pas seulement saupoudrage
- les notions relatives à l'environnement ne constituent pas un chapitre supplémentaire à ajouter dans l'enseignement, mais sont à la base d'une vision globale du monde.

Mais la question véritablement de fond n'a bien sûr pas été

traitée : je veux parler de la question sociale. Je ne dirai pas qu'elle n'a pas été posée, car sous-jacente tout au long des débats, elle s'est laissée entrevoir à maintes reprises. En effet dès le début de son intervention, J-C Colli avait montré qu'il s'agissait bel et bien d'un problème de société et avait souligné la politisation croissante de tous les problèmes. Fustigeant aussi bien l'ingénieur qui s'isole dans sa spécialité et qui devient un technocrate, que l'écologiste qui, s'isolant lui aussi des problèmes techniques, devient un « écolo », attitudes toutes deux « irresponsables », il pense qu'une confrontation entre les diverses écoles doit conduire à la synthèse qui pose, elle, le véritable problème de société. François Gautier, vice-président de la société BSN-Gervais-Danone, nous donnait quant à lui l'opinion du chef d'entreprise. S'interrogeant sur les raisons des critiques dont est l'objet l'entreprise, il en dégageait quelques unes telles que :

- le fait que les besoins essentiels des Français sont satisfaits,
- l'éclatement des cadres de vie traditionnels (famille, religion, ...)
- le développement de l'information, de l'instruction... et nous donnait ce qu'il jugeait essentiel dans le comportement du cadre dans une entreprise :
- la fidélité aux faits,
- l'identification du futur (développer l'opinion publique),
- le goût du risque,
- savoir conduire les hommes,
- savoir communiquer (il constate que sur un même sujet le tract syndical est bien mieux compris par les ouvriers que la circulaire de la direction!),
- savoir réaliser du profit.

D'autres interventions, telle celle de Hughes de Jouvenel, délégué général Futuribles, allaient tout de même rappeler le rôle qu'ont pu jouer les diverses politiques en matière de surconsommation et production, faisant du PNB un élément de niveau économique mais aussi de bien-être social, alors que ce critère n'intègre que les échanges traduits en termes monétaires et ne saurait en aucun cas traduire le bien-être!

Après le bilan économique, le bilan social. Aujourd'hui certains parlent de bilan écologique, intégrant par exemple une véritable comptabilité patrimoniale.

En fin de colloque, Emmanuel de Séverac, secrétaire du colloque, a souligné les divers niveaux où se situe l'intervention de l'environnement :

- dispositifs antipollution,
- conception du projet (les sources de pollution sont dès le départ prises en compte),
- minimiser la dépendance avec le milieu,
- la rareté de ressources en matières premières doit conditionner la production.

Le degré d'imprégnation de l'environnement sur l'ingénieur dépendra dès lors du niveau de la notion d'environnement prise en compte, et il pense très justement que l'enseignement reflète le rôle social que doit jouer l'ingénieur. Mais c'est justement cette approche qui, bien que sous-jacente tout au long des interventions, n'a pas été abordée. Philippe Lebreton, de la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature, a dénoncé dans son exposé l'adéquation croissance/progrès, le triomphe technologique de notre société, mais n'a pas, lui non plus, traité la véritable ques-

ESPAGNE

Deux licenciements dans une entreprise de Séville

VERS UNE ACTION CONTRE GILLETTE/MULTINATIONALE

Le 28 novembre dernier paraissait dans le quotidien espagnol *Nueva Andalucía* un communiqué rédigé par la section CNT de l'entreprise Gillette de Séville, apportant son soutien aux travailleurs de cette même entreprise à Barcelone, menacée de fermeture. Pour la direction, c'était là quelque chose de scandaleux! Dans le même temps, cette même section CNT faisait afficher et circuler une note relative aux heures supplémentaires effectuées dans l'entreprise. Cette fois, cela devenait inadmissible!

Par bonheur pour les patrons, l'Espagne n'était pas encore à cette date une « vraie démocratie », celle qui, en même temps qu'elle allait légaliser le coup d'Etat, accordait aux Espagnols le droit de penser et d'écrire à partir du 6 décembre seulement. Ce droit, que des militants de la CNT se sont permis d'utiliser avec 9 jours d'avance, a donc valu à deux d'entre eux, Armando Caceres et Cecilio Cordillo, d'être licenciés pour « faute grave dans le respect et la considération envers l'entreprise ». Eh! oui, dans cette Espagne post-franquiste, dont on n'a pas cessé ici de nous vanter les mérites, un patronat tout-puissant peut encore invoquer de tels motifs pour jeter à la rue deux travailleurs!

Dès les licenciements annoncés, et devant la volonté des travailleurs de l'entreprise à vouloir cesser le travail, la triste fonction du syndicat communiste « Commissions ouvrières », allait une fois encore être mise en œuvre. Au cours des assemblées générales qui eurent lieu chaque jour, les représentants de cette centrale devaient se livrer à ce travail de sape qui est le leur depuis que le parti communiste espagnol, auquel il sont soumis, pactise à tous vents avec l'Etat et le patronat, travail de sape qui consiste à briser toute volonté ouvrière d'aller de l'avant. La crise fut d'ailleurs telle au sein du comité d'entreprise que la majeure partie des délégués (UGT-socialiste et indépendants) en démissionna... pour revenir bien vite, car on ne brise tout de même pas une carrière syndicale pour deux licenciés...

Aidée en cela par la situation économique peu reluisante que connaît l'Andalousie depuis toujours, un taux de chômage des plus élevés de l'Espagne, l'argumentation des « syndicalistes responsables » consista à laisser entrevoir des licenciements plus nombreux encore en cas de grève, etc., on connaît la chanson...

Faute de grève, la solidarité s'est manifestée à Séville d'abord, où de multiples interventions ont lieu au sein des entreprises, et en Andalousie d'autre part où, par l'intermédiaire de la CNT, une campagne de boycott s'est initiée.

Il semble nécessaire que cette campagne de boycott s'étende au-delà des frontières espagnoles, et que le mouvement libertaire s'en fasse l'écho, l'effort devant être multiplié là où des usines Gillette existent. C'est ce que souhaitent, dans un premier temps, nos deux camarades espagnols qui voudraient voir dépasser leurs cas personnels, pour faire de leur lutte le début du nécessaire combat contre les firmes multinationales, par ailleurs très présentes en Espagne.

Devant l'échec des organisations syndicales réformistes de tous pays, incapables d'avoir trouvé ou même cherché une réponse au problème énorme que pose au prolétariat international l'implantation des entreprises multinationales, il est plus que nécessaire d'entrevoir et d'analyser ce phénomène pour, ensuite, formuler les propositions de lutte que le mouvement libertaire devra mener à l'avenir.

Derrière ce combat que mènent pour leur réintégration nos deux camarades de la CNT licenciés, c'est aussi à cette tâche plus vaste que nous devons, ensemble, nous atteler : faire de la solidarité ouvrière internationale autre chose qu'un slogan!

Le secrétariat aux Relations Internationales

tion sociale : quel type de société peut permettre à l'homme de sortir de cette spirale destructrice ?

On parle aujourd'hui d'enseignement de l'environnement, d'enseignement de l'écologie parce qu'il faut répondre à une demande, parce que dans la population, à tous les niveaux, s'exprime un besoin et certains enseignants ont dû constater que les « élèves » étaient une fois de plus déçus car l'enseignement ne correspond pas tout à fait à ce qu'ils en attendent. On peut penser que la nouvelle génération, sensibilisée dès l'enfance aux problèmes d'environnement, saura aborder tous les problèmes selon une approche nouvelle, selon un nouvel esprit.

Comme pour beaucoup de mouvements, le pouvoir en place essaie de récupérer peu à peu le mouvement écologiste et ces rencontres peuvent être considérées comme entrant dans cette optique, néanmoins elles auront permis la confrontation de divers chercheurs, de diver-

ses conceptions et même de divers vocabulaires. Reste à savoir si ce colloque pourra être un moteur de l'évolution de l'enseignement en Grandes Ecoles. Il a été parfois question de nouvelle morale, de nouvelle éthique et même de nouvelle théorie de la nature.

Crise chez les scientifiques, crise épistémologique, crise intellectuelle sur fond de crise économique et de crise sociale, cela fait beaucoup de crises qui ne se résoudront sûrement pas dans le cadre de nos sociétés actuelles ou qui, du moins, vont marquer le passage vers une nouvelle conception de la vie, de la nature, de l'histoire et cela va sans dire vers une nouvelle civilisation. Ce n'est sûrement pas dans le cadre d'une société basée sur le profit (de quelques uns), société de gaspillages, que la science économique pourra devenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : la science de l'économie des forces et cela pour le profit de tous.

Claude AURENT

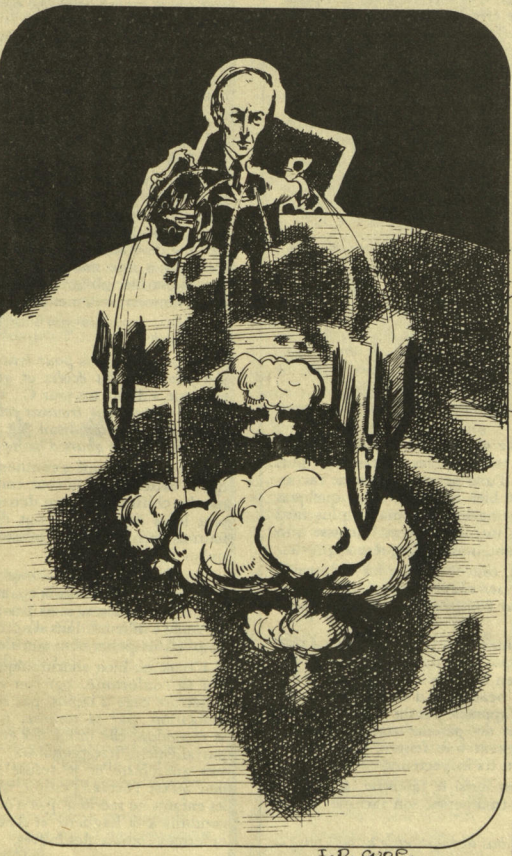
GISCARD EN GUINÉE

« Nous avons confiance dans le Président de la République française. Nous avons trouvé en lui le partenaire moral que nous avons toujours cherché. »

Sékou Touré

Ces paroles, prononcées par l'un des plus abjects tyrans que connaît l'Afrique (qui n'en est pas avare), ont dû réchauffer le cœur de notre cher Giscard, premier VRP de l'Etat, parti en Guinée pour promouvoir « le destin solidaire des peuples français et guinéens, dans le respect des principes de liberté, d'égalité, de justice et de paix. »

Que la raison d'Etat, qui couvre tout ce qui se fait de plus horrible sur cette planète, ordonne à Giscard de serrer la main ensanglantée d'un despote avant de lui vendre des armes au nom de la « coopération culturelle, scientifique et technique », c'est là une besogne que son sale métier ne peut l'empêcher d'accomplir. Et ce n'est d'ailleurs pas la première fois. Mais pourquoi cacher cela derrière des communiqués aussi vides de sens ?



Notes de lecture

L'autogestion c'est pas de la tarte...

... Marcel Mermoz non plus!

QUAND les cosaques du PCF s'essaient à parler d'autogestion, c'est franchement à faire dégueuler un vélo! Sans commentaire! Quand Mitterrand et autres archaïques du PS se réclament de cette idée, c'est encore tellement « hémorrique » que la révolte qui perle un instant devant cette forfaiture s'estompée rapidement au profit du rire. Quand la CFDT en fait l'axe de son projet, le sourire qui me vient aux lèvres tourne très vite au rictus et je commence à avoir envie de hurler que s'affubler des habits de lumière de l'autogestion n'élimine en rien la crasse dont est toujours recouvert ce syndicat misérablement moins pire que les autres. Un petit pas dans la voie du dialogue! Quand Mermoz exhibe à tout vent son expérience ou sa pratique pseudo-autogestionnaire dans les étalages des librairies ou à Apostrophes, c'est un tout autre sentiment qui m'envahit.

Comment en effet ne pas être profondément attristé devant le témoignage d'un homme qui, s'il n'a rien compris à l'autogestion, aura au moins eu le mérite de vivre une petite partie du rêve. C'est en cela que son livre est poignant! Petit paysan autodidacte, successivement clochard, mitron, anarchiste à la mode d'Emile Armand, militant communiste et enfin sympathisant du PS, Mermoz est un homme tout d'une pièce, avec la révolte et l'espoir au fond du cœur. Quand il rencontre Barbu dans un camp en 1940, il est soudain touché par la « grâce ». Il s'intégrera alors à la « communauté de travail » de Boimondau pour en prendre très vite la direction, et le témoignage qu'il nous livre de cette expérience est émuant, à bien des égards. Travailler ensemble, vivre ensemble, en essayant de faire passer dans cette réalité un maximum de démocratie et d'égalité, Mermoz connaît. Il a vécu tout cela sur le tas, construisant au jour le jour, en tâtonnant, en expérimentant sans cesse et quand il nous dit que l'autogestion c'est pas de la tarte, on peut le croire, il sait de quoi il parle. C'est vrai que Mermoz est un homme d'action, un fonceur qui veut changer la vie ici et maintenant. Comme le dit Domenach dans sa pré-

face, il n'est pas de ces intellectuels qui touchent les dividendes des révolutions qu'ils n'ont pas faites. Le fait que Boimondau ait finalement échoué n'enlève bien évidemment rien à la valeur du vécu qui explose littéralement dans ce livre, et loin de moi l'idée de contester le fait que des expériences comme celles-là contribuent à débroussailler le chemin qui mène à... l'autogestion.

Cela étant, de nombreuses choses sont gênantes dans ce livre. En premier lieu, une certaine glorification du vécu qui sent l'ouvriérisme à la petite semaine. La vision manichéenne de celui qui a réalisé les entretiens avec Mermoz pue littéralement de la gueule. D'un côté les théoriciens de l'autogestion, intellectuels froids, enfermés dans leurs discours comme dans une tour d'ivoire, incapables d'enclencher sur la réalité; de l'autre, ceux qui expérimentent, se trompent ou échouent, mais en fin de compte sont les seuls à faire avancer les choses. En clair, Mermoz, pas touche! Eh bien tant pis, j'ose! L'autogestion à la mode Mermoz, avec son assemblée générale souveraine mais avec également son chef de communauté doté des pleins pouvoirs, est une conception chrétienne de la chose qui réduit, inutile, quand elle ne l'évacue pas complètement, la dimension politique, sociale, subversive, révolutionnaire du concept autogestionnaire. Que Mermoz se soit séparé de Barbu sur le problème de la foi ne change rien à l'affaire: l'idéologie qu'il a contribué à véhiculer à travers l'expérience de Boimondau est celle d'un curé, rouge ou noir, peu importe. L'utopie chrétienne, surtout quand elle n'est pas religieuse, est tout entière marquée du sceau de l'illusion, de l'ambiguïté. Les îlots de liberté dans un océan d'oppression, c'est un air dont on commence à connaître la musique. Il faut le dire bien haut, l'autogestion c'est bien autre chose qu'une expérience marginale, fut-elle empreinte d'un humanisme incontestable.

Des témoignages sur la capacité politique des classes opprimées à se prendre en charge, il en existe qui ont un autre son de cloche. L'histoire de l'anarchisme en fourmille et je ne citerais qu'un seul exemple: celui des collectifs aragonais ou catalans de l'Espagne libertaire de 36-39. De ces expériences, on n'en fait pas des succès de librairie dans le royaume du profit! Il faut dire que ce sont celles d'hommes et de femmes qui avaient jeté bas le pouvoir dominant; de véritables appels à la lutte, à l'insurrection, à la révolution! C'est une différence de taille et, comme dit l'autre, ceci explique sans doute cela.

Alors, que Mermoz ait fait un bout de route vers l'autogestion, c'est incontestable. Mais de grâce, que l'on ne nous fasse pas prendre des vessies pour des lanternes. Des témoignages de cet acabit, il faut en être conscient, c'est sur eux que s'appuient et certains syndicats et certains syndicats pour se donner bonne conscience, renforcer leur emprise sur les masses, assurer la pérennité de l'ordre existant. L'autogestion sous cet angle, c'est trois anneaux de plus à la chaîne de l'oppression. L'autogestion, pour les anarchistes, c'est plus de chaîne du tout. Pour ce faire, il convient de la briser!

Jean-Marc RAYNAUD

Cinéma

L'automne en Allemagne

LE film commence par ces lignes qui accompagnent l'enterrement de Schleyer. Il se termine sur l'enterrement de Baader, Ensslin et Raspe, et les mêmes lignes, à nouveau, s'inscrivent sur l'écran. C'est le seul point de liaison entre deux mondes qui n'ont rien de commun.

L'enterrement de Schleyer: le monde du pouvoir et de la puissance d'argent. Moyenne d'âge 60 ans. Combien d'anciens nazis accompagnant un ancien SS? Le pouvoir, à l'armistice de 45, n'a pas changé de main. Je cite Croissant, dans sa déclaration du 2 mai 78, à son procès: « Lors de l'effondrement du grand Reich allemand en 1945, j'avais 14 ans. Je me souviens encore très bien comment précisément ceux qui avaient auparavant crié le plus fort « Heil Hitler » sont passés en une nuit du parti National Socialiste allemand au parti Chrétien-Démocrate ». L'enterrement de Schleyer? Il finit par une bouffe de 1 100 couverts.



L'enterrement des trois de Stammheim: moyenne d'âge 25 ans. L'avenir? Peut-être, mais surtout la générosité, la tristesse sincère et aussi le courage. Pour un participant, un flic. Pour un signe de deuil, une mitrailleuse. Auparavant Rommel a expliqué qu'il usa de son droit de maire pour décider seul de permettre l'enterrement au cimetière officiel de Stuttgart. Rommel, cela vous dit quelque chose? C'est le fils d'un suicide pour « raison d'Etat ».

Et de l'un à l'autre de ces événements, quelle leçon tirer? Quel fait mettre en évidence?

Une chose émerge: la peur. Dans ce pays issu du nazisme, rien n'a été retenu. L'Allemagne d'aujourd'hui est le type même de la « dictature » d'Etat. L'Etat! Ce mot revient comme un leitmotiv. L'Allemagne, type même de la démocratie qui, apparemment, a résolu ses problèmes économiques, est devenue un pays où plus personne n'ose penser, où chacun refuse la discussion, où il n'y a plus de choix. On est soit pour soit contre le terrorisme. Il n'y a pas d'alternative qui s'appelle chercher à comprendre. Ceux qui s'interrogent sont complices. Le peuple allemand, tenu en laisse par des syndicats réformistes, aveuglé par les médias, n'a fait que passer d'une dictature à une autre. Une image entre autre: lors de l'enterrement de Schleyer, les ouvriers des chaînes de Daimler-Benz sont arrêtés pour trois mi-

« Arrivé à un certain point dans l'horreur, peu importe d'où elle vient. Il faut seulement qu'elle cesse. »

rites de silence. Ils sont restés plantés, bras ballants, derrière les machines qui tournaient. Au signal, ils ont repris ensemble le geste automatique. Le commentaire brutal: Daimler, 95% d'étrangers. On a cherché des yeux, aux coins de l'atelier, le flic de service le doigt sur la gachette.

Pourtant on sent un malaise latent. Quelqu'un dit: « La masse ne comprend pas encore la démocratie », puis s'enferme dans des explications sur les lois. A nouveau je cite Croissant dans la même déclaration de mai 78: « Lorsque récemment un politicien - son nom et son appartenance à un parti ne jouent aucun rôle tant ils sont interchangeables - vantait dans une université allemande la République fédérale comme l'Etat le plus libre qui ait jamais existé sur le sol allemand, il n'a pas reculé d'opposition, mais l'hilarité générale et des acclamations amusées pour le bisser ».

riste? Chacun, pour ne pas le devenir le terroriste de l'autre, se réfugie dans le silence. Chacun a peur et cherche un abri et une excuse à sa passivité dans des lois d'Etat.

Et en définitive, c'est cela qui ressort par dessus tout le reste: l'image de cet Etat qui secrète les Schleyer et les Baader, puis les enterre, les uns comme les autres, à la même fosse, poursuivant sa vie d'entité monstrueuse, régnant par le flic, échappant à tous, indifférent à tout ce qui n'est pas sa propre existence, et qu'on appelle Démocratie.

Louis SEGERAL

Cinéma
Blue collar

CES derniers temps, le cinéma US nous avait plutôt laissé sur notre faim quant à l'originalité des sujets abordés. Et le moins que l'on puisse dire c'est que les films traitant des problèmes des prolétaires d'outre-Atlantique ne sont pas légions.

Avec *Blue Collar*, nous entrons directement dans le vif du sujet: nous sommes à Detroit, capitale de la construction automobile américaine. Les travailleurs - dont trois parmi eux sont au centre du scénario - sont là aussi les proies du patronat, du syndicat dont les délégués sont pourris jusqu'à la moelle, et des représentants du fisc qui ne les lachent pas d'une semelle.

Pour nos trois compères qui traversent une mauvaise passe, une solution simple: braver le siège syndical qui contient un imposant coffre-fort plein... de documents pour le moins compromettants pour les chefs syndicalo-truands-banquiers. Mais le monnayage de cette précieuse marchandise ne se fera pas tout seul; la réaction sera dure. L'un mourra, le second se vendra aux flics du FBI et le troisième au puissant syndicat.

C'est un film simple, direct, et dont l'efficacité est multipliée par l'apport d'une musique rageuse. Quant aux trois acteurs principaux: Yajet Kotto, Harvey Keitel et Richard Pryor, ils sont excellents.

Jean-Claude CORMIER

Théâtre

Attention fragile

Théâtre St-Georges

NOUS avons bien de la chance! Enfin il y a l'amorce d'une comédie musicale de très bonne qualité actuellement à Paris. Cet été, je contemplais les parfaits comédiens de *Grease* à Broadway où on joue cette opérette depuis 1976, et le public ne se lasse pas. Ce qui nous est présenté ici n'a pas l'ampleur de la comédie de Jim Jacobs, mais la salle n'a pas non plus la contenance de celle de Broadway. Cependant, toutes proportions gardées, le duo qui se présente au théâtre St-Georges n'a rien à apprendre; il serait aussi à l'aise dans une salle de Manhattan qu'il joue avec aisance sous le ciel parisien.

L'idée de départ de cette fantaisie, réside dans la rencontre de deux jeunes comédiens venant auditionner chez un producteur; ce personnage ne venant pas, les deux débutants répètent leurs morceaux et nous assistons à une guirlande de charmants sketches. Ce qui m'a frappé, c'est la très bonne qualité des tranches de vie qu'on nous présente. Quant à l'interprétation, elle est réalisée avec très grand talent. Le couple d'acteurs sait jouer, chanter agréablement, et danse exceptionnellement bien. En France, nous n'avons jamais bien su ce qu'étaient des comédiens complets. Nous avons l'heureuse surprise de découvrir Anny Duprey et Bernard Giraudeau qui font partie de ces oiseaux rares. Les auteurs sont André Ernotte et Elliot Tiber, et la musique de Claude Lombard.

Francis AGRY

VIENT DE PARAÎTRE

Le groupe anarchiste
Premier Mai
d'Anancy
vient d'écrire
les écrits d'Errico Malatesta
(extraits d'articles de journaux)
la brochure fait 80 pages

12 F l'unité + port (5 F environ)
ou 6 FS + port (environ 5 FF)

en cas de commande
en nombre
à partir de 5... 10 F
ou 5 FS l'une
à partir de 10... 9 F
ou 4,50 FS l'une
à partir de 20... 8 F
ou 4 FS l'une

Commandes à faire à:
pour Paris et région parisienne
Librairie Publico
3, rue Ternaux
75 011 PARIS
pour province et étranger
Claude DENIS
B.P. 25
74 001 ANNECY CEDEX
CCP DENIS Claude
2734 87 S LYON

une

NOTRE
NALE

en espagnol
section CNT
rien aux tra
accée de fer
scandaleux!
t afficher et
s effectuées
e!
as encore à
même temps
Espagnols le
lement. Ce
utiliser avec
mando Ca
grave dans
l'oui, dans
ici de nous
encore invo
rs!

nté des tra
triste fonc
e, allait une
es générales
tte centrale
depuis que
ctive à tous
liste à briser
ut d'ailleurs
rtie des dé
nna... pour
ne carrière

uisante que
hommage des
calistes res
s plus nom
son...

lle d'abord,
treprises, et
a CNT, une

ott s'étende
nt libertaire
des usines
mier temps,
passer leurs
essaire com
es présentes

stes de tous
ne réponse
ional l'im
que néces
nsuite, for
taire devra

gration nos
t tâche plus
e de la soli
nt

ationales

et même de
Reste à sa
pourra être
ution de l'en
ndes Ecoles.
tion de nou
ouvelle éthy
ouvelle théo

de AURENT

CHIRAC TESTE SES TROUPES AVANT DE LES JETER A L'ASSAUT DU POUVOIR

Ceux-ci hument ce silence pour prendre le vent. Oui ce silence, comme celui de la forêt, bruyant de querelles vaines, insignifiantes, ridicules, sans aucune proportion avec les gestations en puissance, oui ce silence devant la crise qui serre l'économie de marché au garot, est le prélude d'accouchements dont personne ne peut déterminer la nature. Chirac, animal politique à l'affût de la proie, a bien compris sa signification. Il a sorti ses griffes pour un coup de patte et même ses féaux, tel Michel Debré par exemple, se sont tus! Seuls les barons outragés ont poussé une plainte rapidement couverte par les clameurs des jeunes loups affamés qui sentaient la curée!

Le gaullisme a reposé sur un homme, personnage façonné à la mesure de l'histoire et ayant reçu en héritage l'autorité de la bourgeoisie impitoyable sur sa condition privilégiée et bienveillante aux domestiques qui assuraient la bonne marche du château. Tel Bonaparte, il eut ses grognards auxquels il conféra places et prébendes. Ceux-ci, à travers la résistance, venaient de tous les horizons politiques, du socialisme à l'Action Française, du radicalisme jacobin à la bourgeoisie d'affaires. Cocktail agencé par notre histoire politique et qui entoura notre homme d'un manteau d'arlequin qui lui permit de durer, chacun pouvant se reconnaître en lui. Pompidou, qui lui succéda, ne fut qu'un instant dans cette dégradation économique que Giscard doit assumer aujourd'hui. La société traditionnellement brisée par les guerres, était à la merci du premier soudard qui se présentait en sauveur. Aujourd'hui elle se défait lentement sous la poussée des mutations économiques qu'impose l'histoire. Au coup d'Etat a succédé l'usure qui fait tomber ce pouvoir comme un fruit mûr dans les mains du premier politicien qui a su se forger une réputation d'homme à poigne. C'est ce jeu que Chirac joue en brisant les règles établies par le gaullisme historique.

En dehors de sa brutalité et de son appétit, le personnage ne possède pas de vertus majeures, et son passage au ministère ne laissera pas un souvenir impérissable. Il donna la mesure de sa duplicité en faisant élire, contre toutes règles, Giscard contre Chaban, gaulliste de tradition. Depuis, il sillonne le pays, à l'abri des campagnes électorales qui se succèdent, pour mettre en place un appareil solide qui soit l'outil de ses ambitions, une garde prétorienne susceptible de donner le coup de pouce à l'instant décisif.

La « déclaration de Cochin » fut un coup de sonde, pour vérifier la solidité de l'appareil. Elle fut d'abord un appel au pays, par dessus toute la classe

LES fins de règne prennent des aspects bien différents. Il fut un temps où les guerres mondiales permettaient d'effacer tout et de recommencer en redistribuant les cartes à partir d'un nouveau rapport de forces. Aujourd'hui, une guerre mondiale détruirait l'humanité et les guerres localisées ne sont que rustines sur une civilisation entrée en décomposition. Au bruit des armes, la société de classes obligée de se reconstruire ou de crever, a substitué le bruit des écus! Au fracas des batailles, elle a préféré la guerre économique!

Le but, lui, reste le même! Il s'agit de recréer la société en décomposition en lui conservant sa structure de classes et son moyen de différenciation : le profit! Mais les guerres économiques comme les autres, font tomber

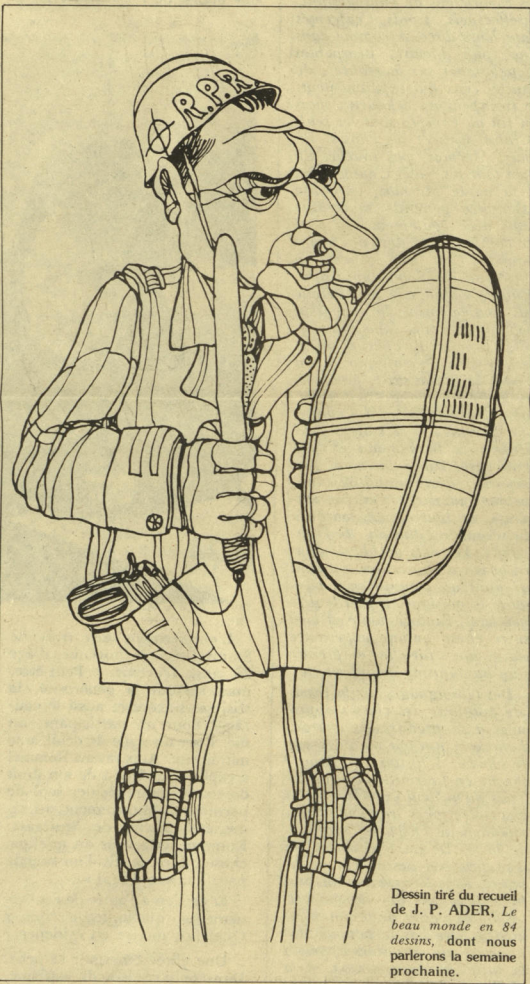
des pans entiers de la construction sociale et les reconversions se font sur les ruines de la société classique. Hier c'était les Etats que les vainqueurs dépeçaient, aujourd'hui ce sont des industries qui s'écroulent, des marchés qui changent de main, des hommes qui sont jetés à la rue. La lutte n'est pas moins féroce, même si aux cris de douleurs d'un peuple traîné au carnage, succède la plainte de ceux pour qui brusquement l'avenir se déchire. Dans l'immensité de la forêt tropicale, c'est le silence brutal qui alerte les hommes. Aujourd'hui, devant le monde politique impuissant face à la crise, c'est le silence des partis, le silence des syndicats, le silence des classes dirigeantes, silence des travailleurs, qui fait dresser l'oreille des aventuriers, qui fait lever la tête des grands carnassiers!

Ce que j'écris, tout le monde le sait et personne n'en parle dans l'espoir de conjurer le mauvais sort! La gauche, englutinée dans l'électoratisme qui la contraint à la division pour respecter les intérêts divergents de

sa clientèle, est hors d'état de résister sérieusement à une aggravation brutale de la crise. Devant une détérioration qui amènerait Chirac au pouvoir, à la suite d'un « appel de la nation » similaire à celui qui ra-

politique y compris la représentation parlementaire gaulliste. Construite par ce que Sanguinetti appelle avec raison « la bande des quatre », elle fait appel aux sentiments les plus éculés qui, du patriotisme à l'ordre, ont servi d'affiche à toutes les aventures de cette sorte. Le mépris et l'injure y alterne avec la démagogie. Le jeu de Chirac est clair. Il sait aussi bien que nous que le plan Barre échouera. Il a pris ses distances avec l'électoratisme incapable de fournir une solution. Il mise sur l'échec du gouvernement, la déconsidération du régime, la décrépitude parlementaire. Naturellement, pour se donner et pour donner à ses coupe-jarrets bonne conscience, il joue le jeu avec son groupe parlementaire, a terme d'ailleurs, jusqu'au milieu de l'année prochaine! Parallèlement aux notables qui encombreront les assemblées, et qui n'ont aucun rôle dans les réunions du parti qu'il est en train de forger, il a installé, à l'échelon départemental, des fonctionnaires à sa dévotion, chargés de recruter les inconditionnels et de surveiller « ses » députés et les autres, placés comme le gouvernement Barre en liberté surveillée!

Mais « la déclaration de Cochin » a eu un autre but, tester la résistance du gaullisme historique, des « barons » et de leur clientèle. Debré, emberlificoté dans son patriotisme désuet, se taira, même s'il désapprouve ces méthodes d'homme de main. Les barons, reserrés frileusement autour de Peyrefitte et de Chaban, protesteront sur le mode aigu avant que la peur du communisme et que la perspective de fauteuils somptueux ne les rallient à un pouvoir « fort ». Tout doit être prêt pour que sans violence trop apparente, comme ce fut le cas en 1958 pour la Quatrième république, le pouvoir, que personne n'est plus en état de soutenir, tombe dans les mains d'un sauveur, avec l'appui de la petite bourgeoisie crottée toujours à l'affût d'un gouvernement national et pour laquelle le racisme, l'ordre, la trique, sont les trois mamelles du pays.



Dessin tiré du recueil de J. P. ADER, *Le beau monde en 84 dessins*, dont nous parlerons la semaine prochaine.

mena De Gaulle aux affaires, la gauche fera sa traditionnelle manifestation de la Bastille à la République, et après les sismes d'usage un « socialiste raisonnable » du type Mollet acceptera le ministère du Travail pour « protéger les intérêts des travailleurs » que la crise et la trique maintiendront les fesses serrées à l'intérieur des entrepises. Reste l'extrême-gauche.

En France, depuis 1968, il existe une extrême-gauche de caractère révolutionnaire. Composée de groupuscules certes, mais dont l'addition constitue une masse assez imposante, jeune, qui n'a pas encore perdu le goût de l'aventure révolutionnaire. Elle ne peut électoralement rien, confirmée qu'elle est au 3%. Dans les moments difficiles, elle peut beaucoup, être le détonateur par exemple! Bien sûr, elle est encore plus divisée, plus morcelée que la gauche, mais elle a sur celle-ci l'avantage de n'être pas annihilée par la copinerie parlementaire, par l'intérêt particulier, par les programmes et les sous-programmes! Elle peut jouer un rôle! En tous cas, c'est le seul espoir sérieux à opposer aux tentatives qui visent à transformer la démocratie merdeuse en un régime à poigne. Bien sûr, cette extrême-gauche est menacée de récupération par un parti communiste qui sait se gauchir au moment opportun. C'est à cet instant que les éléments libertaires ont un rôle à jouer en maintenant les traditions révolutionnaires de ce pays, en présentant inlassablement son programme autogestionnaire global, à l'échelon du pays, et en préconisant la résistance à travers l'occupation des usines et leur remise en marche sous le contrôle et au profit des travailleurs.

Chirac ne reculera pas. Il est prêt à faire « don de sa personne au pays » en se servant de Marchais, d'abord pour démolir le giscardisme, ensuite comme pousoir pour imposer la force. La gauche fournira des « martyrs » jusque dans les ministères rénovés. Le mouvement révolutionnaire à sa chance, non pas à travers de savants calculs de probabilités, mais en se jetant dans la bataille sociale. Dans ce monde avachi, en dehors des grands recoins qui veulent se tailler un paletot dans l'histoire, il ne reste qu'une seule force, cette fraction de la jeunesse turbulente, parfois insaisissable, capable du meilleur comme du pire, mais qui seule peut dépasser la crainte frileuse des gens en place. A la Fédération Anarchiste de convaincre cette jeunesse que l'heure des exaltations révolutionnaires n'est pas close et que, comme le disait Bakounine, démolir la société de classes est le premier acte de la construction d'une société socialiste libertaire.

Maurice JOYEUX

Editorial

Vive la Sociale

ENCORE une année de passée avec son cortège de misères, de désespoirs, de persécutions et de guerres.

En Espagne, en Argentine, en URSS, en Chine et dans bien d'autres pays, le spectacle d'un vote de constitution, d'une coupe du monde de football, de la signature de traités ne doit pas faire oublier l'exploitation, l'emprisonnement, l'internement psychiatrique, les tortures, les assassinats et toutes les violences de l'Etat.

Que va-t-il arriver encore au cours de cette nouvelle année? Sans jouer les prophètes, l'avenir semble plutôt sombre pour les travailleurs, on peut même le prévoir avec précision en France et en Europe.

Nous assistons en effet à la mise en marche de la machine capitaliste libérale, que ce soit sous sa forme giscardienne ou social-démocrate, qui écrase tout sur son passage : aggravation du chômage, attaques contre la sécurité sociale, remise en cause des conventions collectives et notamment de la semaine de 40 h qui n'est pas même appliquée, continuité des accidents de travail, liberté des prix c'est à dire liberté patronale, augmentation des transports, des loyers, de l'essence, etc., baisse des indemnités de chômage, etc., etc.

Voilà trois ans, au début de ce que l'on appelait la crise, nous mettions en garde les travailleurs en leur annonçant cette restructuration du capitalisme qui tente par là de surmonter momentanément cette crise. Nous mettions en garde les travailleurs en leur disant que les patrons ne paieraient pas et qu'au contraire les tra-

vailleurs verraient leur pouvoir d'achat baisser et leurs acquis sociaux disparaître peu à peu.

Que constate-t-on aujourd'hui sinon la vérification des hypothèses que nous émettions?

Mais jusqu'où faudra-t-il donc aller dans cette voie de chômage et d'humiliation pour que le peuple relève la tête?

Combien de temps encore faudra-t-il laisser les mains libres à la bourgeoisie avant que les travailleurs lui fasse ravalier ses sourires de satisfaction?

Que pouvons-nous souhaiter d'autre pour cette année que nous n'ayons déjà dit, sinon que les hommes et les femmes aspirent à devenir libres en laissant de côté élections, grèves de 24 h, et autres pacotilles, et en réemployant l'action directe contre cette bourgeoisie.

Que pouvons-nous souhaiter sinon la Sociale pour laquelle la Fédération Anarchiste et ses sympathisants luttent depuis tant d'années, pour laquelle des camarades d'autres pays se battent et meurent.

Oui, encore une fois, bonne année et vive la Sociale!